

Burundi : l'Union européenne lève les sanctions contre le Premier ministre

@rib News, 25/10/2022 - Source AFP L'Union européenne (UE) a levé les sanctions qui pesaient au Burundi contre trois personnes, dont le Premier ministre, pour leurs rôles dans la crise politique de 2015 qui avait fait au moins 1.200 morts, a annoncé mardi la déléguation de l'UE dans le pays.

Accusé d'être un des acteurs de la violente répression menée durant la crise politique de 2015, Gervais Ndirakobuca, nommé Premier ministre le 7 septembre, a été visé par des sanctions américaines qui ont été levées à partir de là. Il restait en revanche parmi des personnalités visées par des sanctions de l'UE pour son rôle dans cette crise. Durant la guerre civile qui a ravagé le pays entre 1993 et 2006, et fait 300.000 morts, il avait hérité du surnom "Ndakugarika", signifiant littéralement "Je vais t'écraser raide mort" en kirundi, la langue nationale. "Aujourd'hui, l'UE lève les sanctions individuelles de trois personnes, dont le Premier ministre. L'UE continuera à appuyer les efforts de développement et les réformes entreprises par le Burundi", a annoncé mardi dans un tweet la déléguation de l'UE dans le pays. Dans un communiqué, le chef de la diplomatie de l'Union européenne Josep Borrell, tout en reconnaissant "l'engagement intense" du Burundi sur la question notamment des droits de l'Homme, note que "des défis majeurs restent non abordés". Outre l'actuel Premier ministre, les sanctions pesant sur Godefroid Bizimana, ancien directeur général adjoint de la police, et Léonard Ngendakumana, ancien général, ont également été levées. Les sanctions, prises par l'UE le 1er octobre 2015, concernaient notamment des "restrictions en matière de déplacements" et le "gel des fonds". En 2015, l'opposition avait jugé illégale la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat. La contestation qui avait suivi avait été violemment réprimée, avec des exécutions sommaires, disparitions, détentions arbitraires, torture et violences sexuelles contre toute voix dissidente. Cette crise a fait au moins 1.200 morts et poussé quelque 400.000 Burundais à l'exil. Depuis son accession au pouvoir en 2020, le président du Burundi, le variste Ndayishimiye qui a pris la suite de M. Nkurunziza, a connu la même année, balance entre signes d'ouverture du régime, qui reste sous l'emprise de puissants "généralistes", et ferme contrôle du pouvoir avec des atteintes aux droits de l'Homme dénoncées par des ONG. Le Burundi, enclavé dans la région des Grands Lacs, est le pays le plus pauvre au monde en termes de PIB par habitant selon la Banque mondiale, selon qui 75% de ses 12 millions d'habitants vivent sous le seuil international de pauvreté.